

**CADRE DE GESTION DU FONDS D'APPUI AU RAYONNEMENT DES RÉGIONS
POUR LA RÉGION DE LA MAURICIE**

2018-2019

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions, en quelques mots

Le Fonds d'appui au rayonnement des régions (FARR) est un nouveau programme du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (Ministère). Il vise l'ensemble des régions du Québec, à l'exception des régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, pour lesquelles d'autres fonds sont prévus. Les sommes qui y sont consacrées serviront entièrement au financement de projets de développement, alignés sur les priorités déterminées par chacune des régions. Les projets porteront la marque distinctive du rayonnement régional. Par cette démarche, le Gouvernement du Québec place son action au service des régions. Le présent document présente le cadre de gestion pour la région de la Mauricie.

À propos du rayonnement régional

Tout projet a un rayonnement régional s'il a des retombées dans le territoire de plus d'une municipalité régionale de comté (MRC) ou organisme municipal équivalent. Les projets locaux réalisés dans plusieurs MRC et qui contribuent à l'atteinte d'une même priorité régionale sont aussi admis. Dans ce cas, c'est la somme des projets, et non chacun des projets pris individuellement, qui aura un rayonnement régional.

Le promoteur devra qualifier la portée du rayonnement régional de son projet, notamment pour l'entreprise privée qui devra indiquer la provenance des employés et/ou de ses achats de matières premières.

Les priorités régionales et les actions privilégiées

Dans chaque région concernée, un comité directeur a été mis en place par la ou le ministre responsable de la région et les préfets des MRC (ou maires des organismes équivalents). Ce comité a œuvré à l'établissement des priorités régionales de développement de la région. Chaque priorité peut être assortie d'actions à privilégier. Les priorités et actions privilégiées de la Mauricie sont présentées sur le site Web du Ministère et elles peuvent aussi être obtenues en communiquant avec la direction régionale du Ministère.

Les priorités régionales sont établies pour plusieurs années alors que l'action à privilégier constitue une cible à plus court terme. Les priorités et les actions privilégiées pourront néanmoins être révisées en 2019.

Pour être admissible à un financement, un projet doit concorder avec une priorité régionale.

S'il concorde également avec une action privilégiée, il sera alors plus susceptible d'être retenu par le comité régional de sélection.

Le comité de sélection priorisera les projets répondant aux priorités suivantes :

- #6 : Intensifier la diversification de l'économie, notamment au sein des secteurs porteurs et d'avenir ;
- #7 : Consolider et soutenir la croissance des entreprises existantes ;
- #8 : Créer des conditions favorables à de nouveaux investissements ;
- #10 : Assurer la relève et le transfert d'entreprise ;
- #13 : Développer la culture entrepreneuriale.

Nous vous référons à la grille d'évaluation (Annexe B) pour connaître les modalités du pointage associés aux priorités régionales.

Le comité régional de sélection

En plus d'avoir établi les priorités régionales, le comité directeur a déterminé la composition du comité régional de sélection des projets. La composition du comité de la Mauricie est disponible sur le site Web du Ministère et elle peut aussi être obtenue en communiquant avec la direction régionale du Ministère.

Le mandat du comité régional de sélection consiste à prioriser et à choisir les projets à soutenir dans le cadre du FARR. Le Ministère s'occupera des aspects administratifs entourant l'octroi des aides : vérification du respect des normes, protocoles d'entente avec les bénéficiaires, versement des aides octroyées et reddition de comptes.

C'est aussi le comité qui détermine les modalités de dépôt de projets et les critères de sélection particuliers de la région qui, le cas échéant, s'ajoutent aux critères de base. Il peut enfin déterminer des taux d'aide ou des montants maximaux d'aide inférieur à ceux prévus par le FARR. Le présent document intègre les décisions prises par le comité régional de sélection.

À noter que les membres du comité sont liés par des règles de conduite en matière d'intégrité, d'impartialité, de confidentialité et d'annonce des projets. Ils ne pourront divulguer d'aucune façon le contenu des projets reçus ou les analyses effectuées. Seuls les paramètres généraux des projets et du financement accordé seront, le cas échéant, rendus publics. Ils devront aussi veiller à ne pas se placer en conflit d'intérêts.

Organismes admissibles

Les organismes suivants sont admissibles :

- Organismes municipaux;
- Entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier;
- Entreprises d'économie sociale, à l'exception des entreprises du secteur financier;
- Organismes à but non lucratif;
- Coopératives;
- Communautés autochtones (conseils de bande);
- Organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- Personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée ou d'économie sociale.
- Artistes professionnels ou regroupements d'artistes professionnels dans le cadre d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Un organisme inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics n'est toutefois pas admissible. Un organisme en situation de litige devant un tribunal avec le Gouvernement du Québec ou en situation de défaut à ses obligations envers le Ministère pourrait, selon la nature du litige ou du défaut et les enjeux soulevés, ne pas être admissible.

Projets admissibles

Le FARR participe au financement de projets admissibles priorisés et choisis par le comité régional de sélection, à l'intérieur de l'enveloppe financière déterminée et des normes du FARR. L'octroi des aides est conditionnel à la disponibilité des crédits.

Le FARR peut aussi participer au financement d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et des ministères ou organismes du gouvernement, soumis par des MRC, prévoyant les clauses requises pour se qualifier comme projet admissible.

Pour être admissible, un projet doit contribuer à l'attractivité des milieux de vie ou au développement d'entreprises :

- un projet contribue à l'attractivité des milieux de vie s'il bonifie les conditions liées au désir de séjourner dans un milieu à des fins touristiques, ou encore de s'y établir ou d'y demeurer et de contribuer à sa prospérité;
- un projet contribue au développement d'entreprises s'il vise la mise en place d'une nouvelle entreprise ou à la croissance d'une entreprise existante.

Pour être admissible à une subvention, le projet doit également :

- être réalisé sur le territoire de la région;
- concorder avec une priorité régionale;

- avoir un rayonnement régional;
- obtenir un financement sectoriel lorsqu'un programme gouvernemental existe et qu'une enveloppe est disponible, puisque le FARR ne doit pas remplacer les programmes existants mais en être un complément;
- ne pas entrer en contradiction avec une politique gouvernementale ou mesure approuvée par le Conseil du trésor ou le Gouvernement du Québec, ni couvrir une activité déjà financée par des règles budgétaires approuvées par ce dernier;
- respecter le cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que les accords nationaux ou internationaux applicables;
- ne pas générer des dépenses additionnelles qui pourraient être induites pour le gouvernement subséquemment par sa réalisation ou avoir des conséquences négatives majeures pour un secteur d'activité couvert par la mission d'un ministère ou d'un organisme du Gouvernement du Québec.

Le Ministère sollicitera la collaboration des autres ministères concernés pour vérifier l'admissibilité des projets, particulièrement au regard des trois derniers points mentionnés ci-dessus puisque ceux-ci sont relativement techniques, probablement rarissimes, et que cette vérification ne peut incomber strictement au demandeur de l'aide financière. À moins de raisons exceptionnelles, cette vérification sera attendue à l'intérieur d'un délai de 15 jours ouvrables.

Aux fins du FARR, un projet est défini comme une initiative:

- D'une durée limitée dans le temps;
- De nature ponctuelle et non récurrente;
- N'incluant pas les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en activité indépendamment du volume de ses activités.

Les déménagements d'entreprises provenant d'autres régions administratives du Québec ne sont pas admissibles.

Dépôt de projet

Pour l'année financière 2018-2019, il y aura un appel de projets qui **débutera le 1^{er} septembre 2018 et se terminera le 1^{er} mars 2019 à 16h30.**

Afin de vous aider dans l'élaboration de votre demande, nous vous invitons à consulter le Service de développement économique de votre territoire dont les coordonnées sont identifiées à l'annexe A du présent document.

Évaluation des projets

Le comité régional de sélection s'est doté des critères suivants pour évaluer les projets admissibles et déterminer lesquels choisir et prioriser :

- la concordance régionale et le territoire;
- l'impact du projet sur la communauté et sur la priorité à laquelle il répond;
- l'appui du milieu;
- la faisabilité technique et la pérennité du projet.

Nous vous invitons à consulter la grille d'évaluation des projets (Annexe B).

Note : Toute demande jugée incomplète ne sera pas soumise pour analyse au comité de sélection.

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont énumérées ci-dessous :

- a) Les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet (les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement, la reddition de comptes).
- b) Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet :
 - la réalisation d'un plan d'affaires;
 - l'évaluation de l'opportunité d'un projet, y compris l'analyse de marché d'un projet;
 - l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet;
 - la définition et la mise au point d'un concept;
 - la programmation d'activités;
 - le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activité, y compris les études d'achalandage et d'impact économique liées à des projets.
- c) Les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place du projet.

Dépenses non admissibles

L'aide ne peut servir à financer :

- le déficit de fonctionnement d'un organisme admissible, le remboursement d'emprunts ou le renflouement de son fonds de roulement à moins que cela s'inscrive à l'intérieur d'un plan de redressement faisant partie du projet;
- les dépenses effectuées avant l'envoi d'une promesse d'aide par le ministre;
- les dépenses liées à des projets déjà réalisés;
- les dépenses déjà payées par le Gouvernement du Québec, pour un même projet;
- la portion remboursable des taxes;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au projet;
- les dépenses relatives au soutien administratif ou financier visant à appuyer les travaux du comité régional de sélection;
- toute dépense visant le déplacement d'une entreprise provenant de l'extérieur de la région administrative;
- toute subvention à l'administration gouvernementale, à l'exception des organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- toute dépense liée à des activités encadrées par des règles budgétaires approuvées par le Gouvernement du Québec;
- toute dépense visant des entreprises inscrites au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- toute forme de prêt;
- toute forme de garantie de prêt;
- toute forme de prise de participation.

Règles d'adjudication des contrats de construction

Lorsque le projet vise à financer l'exécution de travaux de construction confiés à un tiers, l'organisme admissible à une aide financière dans le cadre du présent programme, à l'exception d'une entreprise privée, doit suivre les règles suivantes relativement à l'adjudication des contrats de construction. Pour les contrats :

- inférieurs à 25 000 \$: gré à gré;
- de 25 000 \$ à 99 999 \$: invitation écrite à au moins trois fournisseurs ou entrepreneurs;
- de 100 000 \$ et plus : appel d'offres public.

Pour les organismes municipaux, les organismes du milieu de l'éducation ou les organismes mandatés par le milieu municipal, les contrats de 100 000 \$ et plus doivent être ouverts aux accords de libéralisation.

Un appel d'offres public n'est pas requis, sur l'avis du ministre, lorsque, en raison d'une situation d'urgence, où la sécurité des personnes ou des biens est en cause ou lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif.

Lorsque les règles d'adjudication des contrats de construction, d'un organisme admissible au programme sont plus restrictives que les présentes règles, l'organisme doit appliquer ses propres règles.

Montants de l'aide et cumul des aides

Montant d'aide maximal :

- Le montant d'aide financière maximal pour tous les organismes admissibles pourrait atteindre 100 000 \$ pour un même projet.
- Pour les ententes sectorielles de développement et pour les projets portés par les territoires (Villes/MRC) et le Conseil de la nation Atikamekw, le montant de l'aide financière maximal correspond à celui indiqué au document « Critères généraux de gestion du programme ». La durée maximale de l'aide est de 3 ans.

Coût de projet :

- Les projets doivent figurer un coût minimal de 50 000 \$ et maximal de 5 M\$.

Taux d'aide maximal lorsqu'aucun autre programme que le FARR ne participe au financement :

- L'aide financière maximale à l'entreprise privée¹ est de **30 %** des dépenses admissibles au FARR.
- Pour tout autre projet, l'aide financière maximale est de **80 %** des dépenses admissibles au FARR.
- Pour l'entreprise privée, la contribution du bénéficiaire au projet doit prendre la forme de ressources financières.
- Pour tout autre projet, la contribution du bénéficiaire au projet peut prendre la forme de ressources financières, humaines ou matérielles. La contribution sous forme de bénévolat pourra être considérée pour les organismes à but non lucratif, les coopératives de travailleurs et les coopératives de solidarité. Les travaux bénévoles doivent être réalisés en conformité avec les lois et règlements du Québec.

Ententes sectorielles de développement

- L'aide financière maximale à la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement est de **50 %** des dépenses admissibles au FARR.

¹ Incluant les organismes légalement constitués dont au moins 50 % des membres sont nommés par une entreprise privée ou en relèvent directement ainsi que les personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée.

Règle de cumul des aides financières

- Si le financement du projet est aussi assuré par d'autres programmes, la contribution du FARR est limitée par la règle de cumul la plus restrictive de ces programmes² et la définition de leurs dépenses admissibles.
- Nonobstant toute règle de cumul de ces programmes, le cumul peut atteindre 100 % pour les projets à caractère social ou communautaire directement réalisés sur le territoire de la Mauricie par une entité municipale ou un organisme communautaire et pour les projets de logement social subventionnés par la Société d'habitation du Québec³. Les projets de l'entreprise privée ou les ententes sectorielles de développement ne peuvent bénéficier de cette disposition.

Durée de l'aide

Le projet pourra être financé sur une période maximale de 12 mois suivant l'acceptation du projet, excepté pour les ententes sectorielles de développement et les projets portés par les territoires (Villes/MRC) et le Conseil de la nation Atikamekw.

Dépôt des demandes d'aide

Pour que sa demande soit étudiée, l'organisme doit :

- a) Respecter les modalités de dépôt de projets établies par le comité régional de sélection, en sus des conditions énoncées dans la section « projets admissibles »;
- b) Produire une demande complète et transmettre à la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation de la Mauricie selon le formulaire fourni à l'adresse courriel suivante : dr.mauricie@mamh.gouv.qc.ca ainsi que la copie originale à l'adresse ci-dessous :
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Direction régionale de la Mauricie
100, rue Laviolette, bureau 321, Trois-Rivières (Québec) G9A 5S9
- c) L'organisme doit faire la démonstration du besoin d'un recours au FARR et fournir au Ministère les renseignements requis pour éclairer la décision du comité régional de sélection.

L'organisme peut fournir tout autre document jugé pertinent appuyant sa demande.

Décision

Les demandeurs d'aide dont les projets seront retenus recevront une lettre du Ministère confirmant la promesse d'aide.

Les demandeurs d'aide financière dont les projets ne seront pas retenus seront également informés par écrit par le Ministère.

Annonce publique

Les projets retenus pourront faire l'objet d'un protocole de visibilité et d'une annonce publique.

Information

Pour toute question à propos du FARR, adressez-vous à la direction régionale du Ministère.

² Le calcul du cumul des aides financières inclut les aides directes ou indirectes des ministères et organismes gouvernementaux fédéraux et provinciaux, de leurs sociétés d'État et des entités municipales (y incluant le Fonds de développement des territoires). Il exclut la contribution du bénéficiaire. Entité municipale : les municipalités, les municipalités régionales de comté, les communautés métropolitaines, les agglomérations et les communautés autochtones, ainsi que tout organisme légalement constitué dont au moins la moitié des membres est nommée par l'une de ces organisations ou en relève. Dans ce calcul, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable (y incluant les prêts, les garanties de prêt et les prises de participation sous forme de capital-actions) est considérée à 50 % de sa valeur.

³ Lorsque applicable et dans la mesure où les normes de la Société d'habitation du Québec approuvées par le Conseil des ministres le permettent.

ANNEXE A

Agglomération de La Tuque :

Service de développement économique et forestier la Tuque (SDÉF)

Mme Danielle Rémillard

dremillard@ville.latuque.qc.ca

323, rue St-François, La Tuque (Québec) G9X 1S2

(819) 523-6111, poste 2752

Conseil de la Nation Atikamekw

M. Pierre Hallé

phalle@atikamekwsipi.com

290, rue St-Joseph C.P. 848, La Tuque (Québec) G9X 3P6

(819) 523-6153, poste 104

MRC des Chenaux :

M. Jean Breton

Jean.breton@mrcdeschenaux.ca

630 3e Rang, Saint-Luc-de-Vincennes (Québec) G0X 3K0

(819) 840-0704, poste 2225

MRC de Maskinongé :

M. Jean-Frédéric Bourassa

jean-frederic.bourassa@mrc-maskinonge.qc.ca

651, boulevard Saint-Laurent Est, Louiseville (Québec) J5V 1J1

(819) 228-9461, poste 3903

MRC de Mékinac :

Mme Nadia Moreau

nadia.moreau@mrcmekinac.com

560, rue Notre-Dame, Saint-Tite (Québec) G0X 3H0

(418) 365-5151, poste 122

Ville de Shawinigan :

M. Yvon Lessard

ylessard@shawinigan.ca

1250, avenue de la Station, Shawinigan (Québec) G9N 8K9

(819) 536-7200

Ville De Trois-Rivières :

Innovation et Développement économique Trois-Rivières www.idetr.com

M. Mario De Tilly

mdetilly@idetr.com

370, rue des Forges, bureau 100, Trois-Rivières (Québec) G9A 2H1

1 877 374-4061

ANNEXE B

Grille d'évaluation FARR		
Concordance régionale et le territoire		
	Points	Maximum
Le projet répond aux priorités régionale #6, #7, #8, #10 et #13		10 pts
Le projet répond aux priorités régionale #1, #2, #9 et #11		5 pts
Le projet répond aux priorités régionale #3, #4, #5, #12 et #14		1 pt
Le projet fait référence à des politiques ou des planifications locales, supra-locales ou régionales existantes.		4 pts
Le projet se déroulera sur le territoire d'au moins deux MRC ou sur le territoire de la Tuque.		5 pts
Total	0	25 pts
Impact du projet sur la communauté et sur la priorité à laquelle il répond		
Le projet est innovateur, propose la création de nouveaux services, de nouvelles activités, etc.		4 pts
Le projet aura des impacts significatifs sur le secteur d'activité et sur la communauté.		4 pts
Le projet aura un effet d'entraînement sur la communauté ou sur le secteur d'activité.		4 pts
Le projet favorisera significativement l'occupation dynamique du territoire.		6 pts
Le projet renforcera l'attractivité de la région.		6 pts
Le projet générera le développement d'une expertise locale ou régionale.		4 pts
La création ou la consolidation d'emplois.		4 pts
L'utilisation de fournisseurs régionaux, tant pour les biens que pour les services.		4 pts
La mise en place de conditions propices à l'émergence de projets connexes.		4 pts
Total	0	40 pts
Appui du milieu		
Les principaux organismes touchés par la problématique sont partenaires du projet.		5 pts
Le projet a un effet rassembleur sur le milieu ou le secteur.		5 pts
Le projet n'entre pas en concurrence directe avec des activités ou des projets existants.		5 pts
Total (note de passe 9 pts sur 15)	0	15 pts
Faisabilité technique et pérennité du projet		
Le promoteur démontre qu'il a la capacité de réaliser le projet et d'en assurer la pérennité (compétences / forces / stratégies).		4 pts
Le promoteur démontre qu'il a établi des partenariats pouvant mener à la réalisation du projet (financier, technique, etc.).		4 pts
Le projet du promoteur est réaliste (échanciers de réalisation, structure financière, objectifs du projet, résultats et impacts souhaités, etc.).		4 pts
Les finalités du projet sont bien définies et réalistes.		4 pts
Le projet est bien présenté, de façon cohérente, claire et précise.		4 pts
Total	0	20 pts
TOTAL	0	100 pts
<p>Projet ayant un pointage de 59 points et moins = Projet non priorisé</p> <p>Projet ayant un pointage de 60 à 79 points = Projet admissible prioritaire en 2e rang</p> <p>Projet ayant un pointage de 80 à 100 = Projet prioritaire</p>		